

	REPUBLIQUE FRANCAISE				
	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BOURGES				
	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE				
	SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2018 à 18 HEURES Salle du Conseil Municipal de la Mairie de Bourges				
Nombre de membres en exercice	Présents	Excusés	Absents	Date de la convocation	Date d'affichage de la convocation
52	37	0	2	17 septembre 2018	17 septembre 2018

Présents : Pascal BLANC, Aymar de GERMAY, Daniel BEZARD, Marie-Christine BAUDOUIN, Gérard SANTOSUOSSO, Yvon BEUCHON, Patrick BARNIER, Bernadette GOIN, Corinne SUPLIE, Daniel GRAVELET, Robert HUCHINS, Denis POYET, Alain MAZÉ, Catherine VIAU, Véronique FENOLL, Philippe MERCIER, Nathalie BONNEFOY, Benoît CHALON, Philippe MOUSNY, Marie-Odile SVABEK, Pierre-Antoine GUINOT, Danielle SERRE, Christelle PRENOIS, Eric MESEGUER, Irène FELIX, Marie-Hélène BIGUIER, Gérard FRAGNIER, Agnès SINSOULIER, Hugo LEFELLE, Lylia LASNIER, Paulette PIETU, Emmanuel DUMARCAY, Mireille GARON, Olivier PERRIN, Rémy CORBION, Jean-Pierre DOHOLLOU, Roland GOGUERY

Absents : Catherine PELLERIN, Yannick BEDIN

Pouvoirs :

Rodolphe BESTAZZONI donne pouvoir à Denis POYET
Bernard BILLOT donne pouvoir à Catherine VIAU
Marcella MICHEL donne pouvoir à Marie-Odile SVABEK
Martial REBEYROL donne pouvoir à Philippe MERCIER
Bénédict BERGERAULT donne pouvoir à Lylia LASNIER
Annie MORDANT donne pouvoir à Nathalie BONNEFOY
Frédéric CHARPAGNE donne pouvoir à Eric MESEGUER
Audrey SITTLER donne pouvoir à Véronique FENOLL
Kevin GUEGUEN donne pouvoir à Philippe MOUSNY
Valérie CHEVALIER donne pouvoir à Yvon BEUCHON
Françoise CAMPAGNE donne pouvoir à Daniel BEZARD
Olivier ALLEZARD donne pouvoir à Mireille GARON
Nadine MOREAU donne pouvoir à Roland GOGUERY

M. Hugo LEFELLE et M. Emmanuel DUMARCAY sont désignés secrétaires de séance

Domaine : 8.8 Environnement

- 21 -

Avis sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et le rapport environnemental de la Région Centre-Val de Loire

Président de séance : M. Pascal BLANC

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article R.541-22 du Code de l'Environnement, sollicitant l'avis des autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets ;

Vu le courrier de demande d'avis du Conseil régional du Centre-Val de Loire reçu le 25 mai 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Eau, Assainissement, Incendie et Secours, Collecte et Traitement des Déchets du 5 septembre 2018 ;

Considérant que le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) a pour objet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 et 12 ans, et de contribuer, à travers le Plan Régional d'Actions en faveur de l'Économie Circulaire, à la transition vers une économie circulaire.

Ce Plan constituera le volet déchets du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), en cours d'élaboration par la Région.

Le Conseil Régional du Centre-Val de Loire s'est engagé dans les travaux d'élaboration de son PRPGD par délibération en date du 21 octobre 2016. Il a mené une large concertation en 2017 et début 2018.

Le 18 mai, la Commission Consultative d'Évaluation et de Suivi (CCES), regroupant entre autres toutes les collectivités en charge de la compétence collecte et/ou traitement, a rendu un avis favorable sur le projet de PRPGD et le projet de rapport environnemental.

Conformément à l'article R. 541-22 du Code de l'Environnement, la Région Centre-Val de Loire soumet maintenant pour avis le projet de plan et le projet de rapport environnemental à différentes structures dont les autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets.

1 -LE PROJET DE PLAN

État des lieux

Le PRPGD porte sur l'ensemble des déchets produits, gérés et importés pour être gérés en région ainsi que sur les déchets exportés pour être gérés hors région.

Le gisement total de déchets produits (chiffres 2015) en région Centre-Val de Loire est de 10,2 millions de tonnes, correspondant, pour 73,3 % à des déchets du bâtiment et des travaux publics – BTP (7 475 000 tonnes). 14 % à des déchets ménagers et assimilés - DMA (1 428 294 tonnes, soit 552 kg/hab/an), 11 % à des déchets non dangereux des activités économiques - DAE-(1 113 210 tonnes), et 1,7 % à des déchets dangereux (174 107 tonnes).

La région Centre-Val de Loire dispose de nombreuses installations de gestion des déchets (déchèteries, plateformes de compostage, centres de tri et de stockage, unités d'incinération...)

Les capacités régionales de traitement des déchets résiduels sont actuellement excédentaires, avec une prédominance d'incinérateurs au nord de la région, et de centres de stockage au sud.

Concernant le traitement :

- 44 % des DMA sont valorisés sous forme de matière et d'organique, tandis qu'un tiers des ordures ménagères résiduelles est enfoui, le reste étant en très grande majorité incinéré. Seuls 6 % des déchets ménagers sortent de la région pour être traités ;
- 76 % des déchets du BTP suivent une filière de recyclage ;
- 48 % des déchets dangereux produits en région sont valorisés sous forme matière. Moins de 10 % des déchets dangereux produits en région sont traités en région, tandis que les régions limitrophes traitent près de 80 % de ces déchets dangereux.

Concernant la prévention :

- 60 % de la population régionale est couverte par un Programme Local de Prévention des déchets ménagers et assimilés (PLP) dans lequel se sont engagés 16 EPCI ;
- 6 % de la population régionale est concernée par la tarification incitative ;
- Les recycleries et ressourceries connaissent un déploiement constant ;
- De nombreuses actions de sensibilisation à la prévention des déchets des activités économiques se développent.

La planification de la prévention et de la gestion des déchets

Dans le cadre de son plan, et à travers l'ensemble des objectifs et des actions du PRPGD, la Région Centre-Val de Loire aura, en priorité, pour objectifs de :

- Développer des démarches de mobilisation et de participation citoyenne autour des thématiques déchets et économie circulaire ;
- Mettre en place un observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire.

En plus de ces deux objectifs transversaux, le PRPGD fixe 24 autres objectifs sur :

- La prévention et la réduction à la source des déchets, afin de réduire la production de DMA de 10 % en 2020, et de 15 % en 2025, la quantité de déchets du BTP de 10 % entre 2010 et 2025 et la quantité de DAE de 10 % en 2010 et 2031 ;
- Le captage et la valorisation matière et organique, afin d'améliorer la collecte et augmenter la valorisation matière et organique ;
- La réduction des capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux par stockage et par incinération sans valorisation énergétique.

Le Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie Circulaire (PRAEC)

Le diagnostic, à l'échelle régionale, montre que :

- La région Centre-Val de Loire est productive voire autosuffisante pour certaines ressources (notamment biomasse issue de l'agriculture et de la forêt) ;
- Elle reste une région de transit avec peu de transformation sur place et une importante activité logistique ;
- 200 initiatives d'économie circulaire ont été recensées sur le territoire en 2017 avec une grande hétérogénéité des niveaux d'engagement, de maturité des acteurs et des secteurs d'activités mais sans aucune dynamique globale.

Les trois axes stratégiques du PRAEC sont les suivants :

- Mettre en mouvement les acteurs ;
- Conjuguer compétitivité et transition écologique ;
- Développer les projet collaboratifs des territoires.

2- LE RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

L'évaluation de l'état initial de l'environnement indique que les enjeux environnementaux prioritaires pour lesquels la gestion des déchets est très impactante en région portent sur la qualité des sols, l'énergie, les autres ressources (bois, minéraux, métaux non ferreux...), le climat, les risques et les nuisances.

Sur ces compartiments environnementaux prioritaires, le PRPGD présente les effets suivants :

- Pour la qualité des sols et les risques, la diminution des impacts potentiels liés aux installations de stockage, à l'amélioration de la gestion des déchets par le tri à la source et à l'augmentation des taux de captage permettent de limiter les risques d'accidents et de pollution ;
- Pour les autres ressources, le scénario du Plan a un impact favorable sur l'environnement car la prévention permet une préservation des ressources consommées. Cependant, la réduction des tonnages induit une diminution des matières premières secondaires disponibles ;
- Pour le climat, les efforts de prévention permettent de réduire les GES émis ;
- Pour l'énergie, si le respect de la hiérarchie des modes de traitement permet de réduire les GES de par la prévention et la valorisation organique et matière, cela induit une diminution de la production d'énergie thermique ou électrique via la valorisation énergétique ;
- Pour les nuisances, les distances parcourues diminuent par rapport au scénario fil de l'eau, tout comme les tonnages à valoriser ou à éliminer, ce qui permet une réduction des nuisances liées à ces activités.

3 – LA GOUVERNANCE DU PLAN

Dans la prolongation de la concertation mise en œuvre pour l'élaboration du PRPGD, les moyens suivants seront mis en œuvre :

- Une réunion d'une instance de suivi, a minima, une fois par an pour suivre l'avancée des actions, notamment au travers des indicateurs ;
- Des réunions de groupes de travail pour mener à bien les actions ;
- La diffusion des données issues de l'observatoire, via une communication adaptée. Ces données permettront des échanges stratégiques et prospectifs.

M. Yvon BEUCHON rapporteur entendu, le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**DECIDE
à l'unanimité**

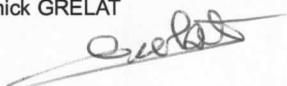
d'émettre un avis favorable sur :

- Le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Centre-Val de Loire ;
- Le rapport d'évaluation environnementale correspondant.

Acte rendu exécutoire après

Dépôt électronique de la Préfecture le **27 SEP. 2018**
Affichage du **27 SEP. 2018**

Pour le Président et par délégation
La Responsable du Secrétariat des Assemblées
Annick GRELAT



Fait à Bourges, le 25 septembre 2018

**Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président,**



Yvon BEUCHON

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la transmission au Représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification.